

## **Conflits et religions: les cas de la Syrie et de l'Irak<sup>1</sup>**



Pierre-Jean Luizard

(GSRL – CNRS/EPHE – PSL, Paris, luizardpj@wanadoo.fr)

### **Introduction<sup>1</sup>**

Il est troublant de constater à quel point l'évolution de deux pays arabes ayant connu, l'un, l'Irak, une occupation étrangère, l'autre, la Syrie, un Printemps arabe, a abouti à une même fragmentation communautaire qui est avant tout confessionnelle, mais aussi ethnique. Comme si, dans les deux cas, l'enjeu représenté par la religion l'avait emporté sur les considérations démocratiques et l'émergence des sociétés civiles. La régionalisation de conflits communautaires internes à chaque Etat semble effacer les frontières. N'assistons-nous pas à une revanche de l'Histoire avec des processus d'effondrement d'Etats qui ont en commun d'être des créations coloniales mandataires à la légitimité peu assurée et aux frontières artificielles ?

Un siècle après, la trahison par les Alliés des promesses tous azimuts faites aux Arabes, aux Kurdes, aux Arméniens et aux Assyro-chaldéens, semble resurgir dans la violence. Les uns et les autres s'étaient vus promettre des Etats ou des foyers nationaux indépendants s'ils se soulevaient contre l'Empire ottoman dont ils dépendaient. On sait ce qu'il en sera... Le haut-commissaire britannique au Caire, Sir Henry McMahon, promettait en 1916 au chérif Hussein de la Mecque d'établir un califat arabe en place et lieu du califat ottoman sur un royaume arabe unifié. Pratiquement au même moment, les négociateurs britannique et français Sykes et Picot divisaient aux termes d'accords secrets le Moyen-Orient en zones d'influence britannique et française. Au lieu d'un royaume arabe unifié, Britanniques et Français fonderont en 1920 des mini-Etats-nation arabes croupons sous mandats aux frontières arbitrairement tracées. Les habitants de la vallée de l'Euphrate et de la Djézireh, aux liens tribaux étroits, se verront ainsi séparés les uns des autres. Cette séparation sera d'autant plus douloureuse que – est-ce un hasard ? – ces Etats seront le siège privilégié de régimes autoritaires préoccupés à faire chez eux un Etat-forteresse et à rendre les frontières les plus étanches possible.

---

<sup>1</sup> Une version raccourcie de cet article va paraître dans une publication collective chez l'éditeur Garnier en 2019.

## 2. La politique confessionnelle de la France républicaine et laïque au Levant

Nulle part mieux qu'au Levant, les contradictions de la politique française n'ont été illustrées avec autant de puissance. « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation »... ce mot d'ordre, attribué à Gambetta, fut en effet appliqué au-delà des attentes. Rappelons que la France était, depuis les Capitulations sous François 1<sup>er</sup> considérée comme la « Protectrice des chrétiens » de l'Empire ottoman. Qu'en fut-il lors de l'avènement de la Troisième République en 1870 ? Souvent appelée la « république des instituteurs », quand ce n'était pas celle des francs-maçons, ce régime républicain, le plus long de l'Histoire de France, acheva à travers les lois de Jules Ferry sur la laïcisation de l'enseignement, celles 1901 sur les associations, puis celle de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, la marche vers le règlement du conflit entre les deux France d'où le camp laïque sortait largement vainqueur. Mais ce qui était bon pour la métropole ne devait pas l'être pour le Levant. La loi de 1901 avait poussé les congrégations catholiques à un exil massif, notamment vers les colonies françaises et les pays francophones. Jésuites et dominicains se retrouvèrent massivement à Beyrouth, Alep, Damas... au point que l'on peut dire que le Levant était devenu un conservatoire pour une France catholique qui avait disparu en métropole. Déclarée « nation », la communauté maronite du Mont-Liban devait devenir le socle pour un nouvel Etat proclamé en 1920, le Grand Liban. Il s'agissait alors d'organiser le Moyen-Orient afin qu'un Etat à majorité (réelle ou présumée) chrétienne puisse exister. Des provinces à majorité musulmanes (chiites et sunnites) furent arrachées à la Grande Syrie afin de rendre le nouvel Etat viable économiquement.

La politique mandataire française fut ensuite motivée par le désir affiché de diviser la Syrie sur des bases confessionnelles : en 1920, un Territoire sera proclamé pour les alaouites, transformé en Etat des alaouites en 1922, puis pour les druzes en 1921. Robert de Caix (1869-1970) fut le principal inspirateur de cette politique qui vit coopérer sur le terrain jésuites et francs-maçons au sein de l'administration mandataire, même si les affrontements entre les deux camps, clérical et laïque, n'en débordaient pas moins régulièrement sur la scène libanaise.

La communautarisation de la Grande Syrie fut un échec : les druzes et les alaouites se rebellèrent contre la tentative française de les séparer d'un mouvement nationaliste arabe essentiellement sunnite. Le nouvel Etat syrien croupion, amputé du Liban, de la Palestine et de la Transjordanie, ne trouvera jamais la légitimité nécessaire pour asseoir une citoyenneté commune et un espace public respecté par tous. « L'état de barbarie », selon l'expression de Michel Seurat, ouvrait la voie aux stratégies des *'asabiyya*, ces solidarités de sang qui voyaient l'Etat comme un espace privé dont il fallait s'emparer pour se protéger. Pour sa part, le Liban s'engageait sur la voie du confessionnalisme politique, officialisé en 1943, où l'Etat reconnaissait 18 communautés religieuses, interdisant l'émergence du citoyen libanais.

### 3. L'échec de la reconstruction américaine de l'Irak

Lorsque l'on parle de religion en Irak, on parle avant tout de communautés. Les deux principales communautés musulmanes sont les chiites, majoritaires avec 55% de la population, et les sunnites qui sont, à parité avec les Kurdes, aux alentours de 20% chacun. Cet aspect communautaire se nourrit de la guerre dogmatique entre les deux branches de l'islam. Mais nous avons aussi ici un conflit entre deux populations antagonistes pour des raisons historiques et sociales.

La violence entre chiites et sunnites est d'abord le résultat de siècles de domination de la part de la minorité sunnite depuis l'époque ottomane jusqu'à la fin du régime de Saddam Hussein en 2003. Le système politique irakien est actuellement fondé sur une Constitution et des institutions qui ont été décidées dans une période où le pays n'était pas souverain. Les règles du jeu politique ont des bases communautaires qui ne sont pas explicites. Seules les différences ethniques entre Arabes et Kurdes sont officiellement reconnues à travers un système fédéral qui n'est qu'un paravent pour un communautarisme qui ne veut pas s'avouer. Chiites et sunnites ne sont nulle part mentionnés, à l'inverse du Liban, par exemple, où le confessionnalisme politique fonde, depuis le Pacte national de 1943, une répartition du pouvoir entre les communautés religieuses du pays à tous les échelons de l'Etat et de l'administration.

Le système politique fondé par les Américains à partir de 2003 se voulait démocratique, parlementaire et fédéral. Mais on a sciemment confondu majorité démographique avec majorité démocratique. Les chiites votent pour les partis chiites. Les Kurdes votent pour les partis kurdes. Et les sunnites, d'abord exclus du fait de leur boycott des scrutins, ont ensuite voté pour une liste, *Al-Iraqiyya*, qui, de ce fait, est devenue à son tour une liste confessionnelle de plus, malgré les proclamations de ses dirigeants quant à leur volonté de sortir du confessionnalisme.

Il faut revenir aux origines de la domination politique et sociale des sunnites dans la société arabe de l'Irak. Elle est liée à l'histoire du peuplement de ce pays. La majorité des Arabes chiites d'Irak sont de nouveaux venus, tribus nomades sunnites qui ont migré depuis la péninsule arabique et se sont sédentarisées dans les plaines fertiles de Mésopotamie au cours des siècles. Dans le système de valeurs bédouines, la sédentarisation a été assimilée à une déchéance, légitimant un processus d'asservissement des communautés sédentarisées par les seigneurs du désert, les grands chameliers, demeurés nomades. Ravalées au rang de serfs, les tribus sédentarisées de paysans, cultivateurs ou éleveurs de moutons, et de pêcheurs ont trouvé dans le chiisme déjà existant dans leur région un cadre adéquat pour exprimer leur refus de la tyrannie des grands cheikhs tribaux. Jusqu'au début du XXème siècle, dans les grandes confédérations tribales, comme les Muntafik, des familles régnaient sunnites maintenant une paysannerie sans terre chiite dans un état d'asservissement sans bornes. Ces classes dominantes tribales étaient les relais locaux du gouvernement ottoman, alors porte-drapeau du sunnisme. Le sunnisme

a été identifié à la religion d'un pouvoir tyrannique auquel les chiites ne reconnaissent aucune légitimité et au despotisme de leurs agents locaux : famille régnante tribales et militaires notamment (Luizard 2004).

En 1920, les Anglais se sont reposés sur ces élites. Le système politique fondé sous les auspices du mandat britannique (1920-1932) a toujours assuré le monopole du pouvoir, notamment militaire, entre les mains des sunnites, malgré les révoltes et les révolutions successives. Les chiites, eux, sont restés constamment exclus du pouvoir politique, même si certaines familles commerçantes se sont rattrapées dans le domaine économique. Dans ce contexte, il y a toujours eu une opposition aux gouvernements en place. Elle ne prenait pourtant pas la dimension d'une guerre confessionnelle comme celle des années 2005-2008. Il y a eu, par exemple, une adhésion massive des chiites les plus pauvres à l'idéal communiste dans les années 1940 à 1960. Derrière cet engagement politique, on retrouvait la dimension communautaire. L'affrontement confessionnel sans merci, qui a ravagé l'Irak entre 2005 et 2008 et qui a abouti à l'irruption fulgurante de l'Etat islamique en 2014, n'est pas un phénomène totalement nouveau. Les précédents en avaient été le début d'une guerre confessionnelle entre le mouvement religieux chiite renaissant et le régime baassiste de Saddam Hussein dans les années 1970, puis la guerre meurtrière contre la jeune République islamique d'Iran, exportation au-delà des frontières de l'Irak de la première guerre confessionnelle citée précédemment. Les enjeux sociaux se sont transformés : à la hiérarchie sociale propre au monde bédouin s'est substituée une confessionnalisation qui transcende les clivages sociaux. Si la masse des plus pauvres demeure chiite, les plus riches le sont également. Mais, désormais, c'est bien le clivage confessionnel qui prédomine.

On se souvient qu'à l'époque du régime de Saddam Hussein, qui n'est pourtant absolument pas une référence en matière de coexistence intercommunautaire, on ne savait jamais si l'interlocuteur irakien était sunnite ou chiite. Il était même déplacé de poser la question. Il y avait des antagonismes et la peur était omniprésente, mais le confessionnalisme ne gangrénait pas la société comme c'est le cas depuis 2005. Aujourd'hui, l'appartenance confessionnelle se rappelle obligatoirement au bon souvenir de chaque Irakien : tel intellectuel qui avait fini par oublier qu'il était chiite se voit brutalement ramené à son chiisme ; la peur de ceux d'en-face a vidé des quartiers entiers de Bagdad où les communautés vivaient côte à côte ; la capitale s'est hérissée de palissades en bétons séparant des quartiers devenus confessionnellement « purs ». La cité multcommunautaire où les gens vivaient dans des quartiers mixtes est devenue un ghetto où les chiites ont presque totalement chassé les sunnites.

Pour se remettre de la situation apocalyptique que l'Irak a connu entre 2005 et 2008, chacun ayant du sang sur les mains, il va bien falloir une ou deux générations. Une révision de la Constitution, qui emprisonne dans une logique communautaire tous les acteurs, à l'abri de toute influence étrangère, serait nécessaire. Mais il n'y plus aujourd'hui d'outsider susceptible d'une telle proposition, chaque représentant politique et/ou

confessionnel ayant désormais un intérêt particulier à voir se perpétuer un système pourtant mortifère qui sème jour après jour son lot de morts et de destructions.

Il faut comprendre qu'aujourd'hui, en Irak, nous sommes bien au-delà des violences communautaires. Le système politique que les Américains ont fondé a engagé la classe politique irakienne sur la voie d'une division sans fin, à partir d'intérêts de plus en plus régionaux, locaux et même privés, phénomène que l'on observe très bien au sein des ministères : chaque ministre a sa propre milice privée et entretient un réseau de clientélisme qui le ramène à sa base sociale provinciale.

Les acteurs étrangers sont très largement confrontés à cette division infinie. Ils se retrouvent tous spectateurs d'une situation que personne ne peut se targuer de contrôler. Plus personne, Iraniens, Saoudiens ou Américains, n'a de prise réelle sur un processus politique devenu ingérable. Le régime iranien est tout aussi spectateur de l'éclatement du pays que les Etats-Unis. Il y a bien sûr, en raison de la proximité des deux pays et de la solidarité confessionnelle, une présence naturelle de l'Iran en Irak. Mais les fortes divisions qui traversent la communauté chiite irakienne paralysent la capacité de Téhéran d'agir sur ses relais. D'autant que les acteurs chiites irakiens ont chacun des parrains dans les différents clans, eux-mêmes divisés, au sein du pouvoir en Iran. On peut même penser que les rivalités des factions chiites en Irak risquent d'aggraver les divisions en vigueur à Téhéran.

L'« arc chiite », unissant l'Iran au Liban en passant par l'Irak et la Syrie, est très largement un fantasme agité par les Américains et par les régimes sunnites, notamment à Riyadh, au Caire et en Algérie où existe un fort sentiment anti-chiite. La menace iranienne se ferait ainsi au travers d'un arc chiite dominé par l'Iran, avec l'aide du régime « alaouite » de Bachar al-Assad d'un côté, du Hezbollah libanais de l'autre. Il y a bien un point commun entre les communautés chiites du monde arabe : elles étaient historiquement dominées, politiquement, par des dirigeants sunnites, de même que socialement, avec, dans certains cas, des structures sociales quasi-féodales. La révolution islamique en Iran en 1979 leur a donné le signal de l'émancipation, avec de belles réussites comme le Hezbollah qui a mené une véritable révolution sociale à l'intérieur de la communauté chiite du Liban, remplaçant les grandes familles de propriétaires terriens par une élite intellectuelle issue de la classe moyenne. Cette longue marche des communautés chiites vers l'émancipation et la modernité a été perçue comme une menace par les sunnites que ce soit en Irak, à Bahreïn ou en Arabie saoudite.

#### **4. Une crise politique sans issue**

La crise politique en Irak a éclaté au grand jour avec la fuite en 2011 du vice-président sunnite Tarek al-Hachemi, dont les gardes du corps sont accusés par le premier-ministre

chiite d'alors, Nouri al-Maliki, de plusieurs assassinats. La justice irakienne poursuit al-Hachemi et certains membres de sa garde rapprochée pour 150 chefs d'inculpation, notamment le meurtre de six juges et de plusieurs hauts responsables, dont le directeur général du ministère de la sécurité nationale. Le 9 septembre 2012, celui qui est l'un des principaux dirigeants sunnites du pays a été condamné à mort par contumace pour le meurtre d'une avocate et d'un général. Le secrétaire particulier de Tarek al-Hachemi, qui est aussi son gendre, a également été condamné à mort. Réfugié d'abord au Kurdistan d'Irak, qui avait refusé de le livrer à Bagdad, en Arabie saoudite, puis au Qatar, Tarek al-Hachemi est désormais exilé en Turquie, qui refuse à son tour de l'extrader.

Cette crise a abouti au boycott du Parlement par les élus du Bloc *Al-Iraqiyya*, majoritairement sunnite. Deuxième groupe parlementaire avec 82 députés, derrière les chiites de l'Alliance nationale (159 députés), *Al-Iraqiyya* a annoncé un boycott du gouvernement, deux jours après avoir suspendu sa participation aux travaux du Parlement, en dénonçant la « dictature » de Nouri al-Maliki. La fin du boycott du Parlement n'a pas mis fin à la crise, bien au contraire. Nouri al-Maliki avait menacé de remplacer les ministres appartenant au Bloc *Al-Iraqiyya* si ce dernier continuait de boycotter le gouvernement d'unité nationale. Ce qui fut fait, accentuant encore l'emprise du premier-ministre sur le gouvernement et, plus particulièrement, sur les forces de sécurité. Cette crise intervenait quelques jours après que les derniers soldats américains eurent quitté le pays, laissant derrière eux un Irak « souverain, stable, autosuffisant, avec un gouvernement représentatif qui a été élu par son peuple », selon les termes du président américain Barack Obama.

Les attentats anti-chiites ont un rapport avec la crise politique au sommet de ce qui ne peut être qualifié d'Etat. Car s'il y a un gouvernement irakien, miné par les divisions internes, on ne peut pas dire qu'un Etat irakien existe. Le problème est que le système politique actuel produit des exclus. Les Américains se sont adressés aux exclus de l'ancien système, fondé par les Britanniques en 1920 : les chiites et les Kurdes. Les sunnites sont donc condamnés à n'être qu'une minorité marginalisée dans un système basé sur les estimations approximatives des rapports de force démographiques. Les ex-insurgés sunnites, qui auraient dû être, après le départ des soldats américains, intégrés dans les forces armées en sont un exemple. Le premier-ministre chiite, Nouri Al-Maliki, a annoncé qu'il n'en intégrerait que 20%. Les 80% restants pouvaient donc être tentés de rejoindre les rangs des djihadistes.

Y a-t-il un risque d'éclatement de l'Irak sur des bases ethniques ou confessionnelles? Sur le plan ethnique, il y a clairement des risques de tensions à venir entre Arabes et Kurdes, alors que les dirigeants kurdes ont tout fait pour larguer les amarres vis-à-vis de Bagdad. Ils signent, par exemple, des contrats avec des compagnies pétrolières étrangères sans même en référer au gouvernement central. Les forces armées irakiennes ne peuvent pénétrer dans les provinces autonomes du Kurdistan qui a ses propres forces armées. Pourtant, compte tenu du contexte régional, l'indépendance du Kurdistan ne peut être envisagée à court ni à moyen terme : c'est donc une bombe à retardement que les



Américains ont laissée dans le pays après leur départ.

Sur le plan religieux, il n'y a pas d'ethnicisation du fait religieux, comme c'est le cas en ex-Yougoslavie. Il est difficile d'imaginer une partition de l'Irak sur des lignes religieuses, chiites et sunnites appartenant à la même société, même si une territorialisation sans précédent s'est mise en place à cause de la guerre confessionnelle. La Constitution adoptée en 2005 sous la tutelle des Américains est cependant conçue sur des bases confessionnelles et ethniques. Elle favorise les tendances centrifuges dans le pays et est en grande partie responsable du blocage politique. Toutefois, la remise en cause des Etats pouvait pousser les Arabes sunnites d'Irak à regarder au-delà de la frontière, vers leurs frères syriens en arabité et en islam, dans la mesure où ils refuseront toujours le statut de minorité marginalisée et sans ressources qui semble leur destin dans le cadre des institutions en place.

Les clientélismes communautaires tiennent lieu de système politique depuis 2005, ce qui semble voué à l'échec. Chacun, dans la classe politique irakienne, agit en fonction d'intérêts où la politique n'a plus sa place. Désormais, tous les dirigeants défendent le maintien de ce système pour perpétuer leurs acquis. On ne voit pas, à court terme, d'où pourrait venir une alternative. C'est peut-être le pire des legs des Etats-Unis que d'avoir impliqué tous les acteurs politiques irakiens dans ce jeu sans issue et de n'avoir permis à aucun outsider d'offrir une alternative. Les grands perdants sont les Irakiens.

## **5. Le conflit syrien, épice de affrontements communautaires au Moyen-Orient**

« Le régime bénéficie de l'appui des minorités ». Cette affirmation datant de 2013 de Mgr Jeanbart, archevêque melkite (grec-catholique) d'Alep, définit-elle l'enjeu du conflit en cours en Syrie ? En bref, les aspirations démocratiques de la population syrienne, dans la foulée des Printemps arabes, sont-elles désormais totalement étouffées par les enjeux communautaires ? Comme pour les alaouites (10 % des 22 millions de Syriens), ismaéliens, druzes (3%), chiites du pays, les chrétiens (entre 7 et 10 % de la population syrienne) souhaitent-ils le maintien du régime de Bachar al-Assad, au risque de devoir payer cher un tel choix en cas de chute du pouvoir actuel ?

On le voit, les Printemps arabes ont abouti à des résultats radicalement différents en fonction de la nature des sociétés concernées. Les sociétés qui connaissent une segmentation communautaire, qu'elle soit confessionnelle ou ethnique, voient la transition poser la question de l'Etat et des rapports entre communautés. Selon la formule très juste de Michel Seurat, l'Etat, au Moyen-Orient, est d'abord une *'asabiyya* (esprit de corps, solidarités familiales, claniques et régionales) qui a réussi (Seurat 2012). On ne doit jamais oublier que, en Syrie d'avant l'insurrection, comme en Irak d'avant la chute de Saddam Hussein, le confessionnalisme avançait toujours masqué. C'est-à-dire qu'il était rarement revendiqué en tant que tel. Car il est d'abord la conséquence de solidarités

locales. Ce sont elles qui ramènent tous les acteurs à leur appartenance confessionnelle, au cas où ils auraient tenté de s'en dégager. En Syrie comme en Irak, la légitimité des Etats, créations coloniales, demeure problématique. Lorsque les Américains ont mis à bas le régime de Saddam Hussein en 2003, ils ont mis fin à un système politique fondé en 1920 par les Britanniques, qui assurait le monopole du pouvoir à des élites issues de la minorité arabe sunnite du pays. Le nouvel Etat irakien, sous patronage américain, s'est péniblement bâti avec les exclus de l'ancien système (les Kurdes et, surtout, les chiites). Cet attelage branlant chiito-kurde est aujourd'hui remis en cause. Des raisons internes (l'absence de projet commun) l'expliquent. Mais les Printemps arabes et leurs conséquences, notamment en Syrie, ont aussi sonné l'heure de la revanche pour les Arabes sunnites. Revanche face à des communautés chiites qui, au Liban, en Irak, à Bahreïn, avaient partout entamé des marches d'émancipation politiques et sociales, dans des sociétés où elles étaient traditionnellement dominées politiquement et socialement (ce qui n'empêchait pas les bourgeoisies chiites de prospérer). L'enjeu communautaire syrien est directement lié à un enjeu régional de taille: ce que l'on nomme, par facilité, les islamismes (et en étant en réalité que la manifestation moderne et idéologique de l'islam) n'a pas rapproché sunnites et chiites, bien au contraire. C'est au nom de la solidarité confessionnelle que les Frères musulmans syriens ont soutenu la guerre de huit années déclenchée en 1980 par le régime « laïque » de Saddam Hussein contre la jeune République islamique d'Iran. Les islamismes ont exacerbé les identités confessionnelles (il suffit de se rendre à Bagdad pour en avoir une illustration terrifiante).

Contrairement à l'Etat irakien, l'Etat syrien n'avait pas été conçu par la puissance mandataire française comme l'instrument d'une communauté (Dupret & Ghazzal 2007). Quelques données résument les enjeux: les sunnites sont environ 74% de la population syrienne, dont une grande majorité est Arabe. Les Kurdes, également sunnites, représentent 9% de l'ensemble de la population. En chiffres, la Syrie est donc bien plus sunnite que l'Irak n'est chiite. Parmi les minorités confessionnelles, seuls les alaouites et les chrétiens ont un poids démographique conséquent. Cependant, les chrétiens ne représentent pas un enjeu politique en tant que tels, isolés qu'ils sont au sein de leur micro-communauté (orthodoxes, catholiques, de tradition grecque, syrienne, assyrienne, etc.) et, il faut le dire, sans réels relais extérieurs prêts à les défendre. Les druzes ne concernent que les relations syro-libanaises. Ainsi, l'opposition syrienne a salué l'invitation, « tardive mais positive », lancée par le leader druze libanais Walid Joumblatt aux druzes de Syrie, non pas pour les inciter à prendre part à la révolution, mais pour leur demander de « ne pas collaborer avec la police et les unités de l'armée qui combattent le peuple syrien ». Ce sont bien les rapports à l'échelle de la région entre les deux principales branches de l'islam, sunnisme et chiisme, qui sont au cœur du conflit syrien et qui propulsent la communauté alaouite en première ligne. De ce point de vue, les acteurs syriens, quels qu'ils soient, sont largement dépossédés de leur libre-arbitre, tant le poids des parrains étrangers est devenu crucial (Arabie saoudite, Qatar, Iran, Turquie, France, sans parler de la Russie et des Etats-Unis à



partir de 2014-2015). Peu importe que les alaouites ne soient pas duodécimains, à l'instar des chiites du Liban, d'Irak ou d'Iran. Peu importe aussi que nombre d'alaouites n'aient jamais répondu aux appels des prédicateurs iraniens ou libanais à « réintégrer » le chiisme majoritaire. Peu importe que le régime syrien ait acquis, depuis l'arrivée de Bachar au pouvoir, une vitrine sunnite de plus en plus affirmée à travers un leadership religieux influent. De même qu'en Irak, les chiites sont dénoncés comme des *rawâfid* (renégats) ou comme des Séfévides (du nom de la dynastie iranienne qui convertit l'Iran au chiisme) par les extrémistes sunnites, les alaouites sont accusés d'être des Qarmates (secte dissidente des ismaéliens au Moyen-Age) et le Hezbollah libanais est taxé de Hezbu-l-Lât (du nom d'une des divinités païennes préislamiques). Côté chiite, on pointe du doigt Al-Qaïda et les *takfîri* (les excommunicateurs). Ces représentations, longtemps minoritaires, illustrent malgré tout des clivages bien réels.

Le morcellement extrême de l'opposition syrienne et son manque de représentativité donnent d'autant plus de poids aux solidarités locales et, donc, communautaires (Pierret 2011). Verra-t-on pour autant renaître un Territoire des Alaouites comme celui que la France mandataire avait formé en 1920 ? L'Etat syrien a fini, au fil du temps, par imposer une légitimité, conflictuelle certes, mais qui rend difficile toute remise en cause de son unité. Le réduit alaouite jouera un rôle de protection de la communauté le cas échéant. Le plus probable est que la Syrie demeure une zone d'intense instabilité, que le régime perdure ou qu'il y ait une transition. Le caractère inexpiable des affrontements entre les différents acteurs syriens atteste bien du caractère communautaire du conflit, attisé par un contexte régional tout aussi conflictuel. La fin de l'alliance stratégique entre la Syrie et l'Irak sonnerait à coup sûr le signal d'une nouvelle ère pour toute la région.

## 6. L'Irak, première victime du conflit syrien

De tous les pays voisins de la Syrie, l'Irak est certainement celui où la guerre sans merci entre Syriens a les conséquences les plus graves. Devenue l'épicentre des affrontements communautaires dans la région, la Syrie renvoie l'Irak à ses vieux démons: les divisions confessionnelles et ethniques (Bozarlan 2011). Peu d'Irakiens semblent désireux d'en découdre à nouveau tant les années apocalyptiques 2005-2008, avec leurs centaines de milliers de morts et leurs millions de déplacés, sont dans toutes les mémoires. Mais la gangrène communautaire qui a supplicié la société irakienne semble désormais s'étendre à toute la région avec de puissants parrains (les pétromonarchies sunnites du Golfe, la Turquie, l'Iran) pour chaque protagoniste.

Le partenariat chiito-kurde, qui fonde le système politique que les Américains ont mis en place en Irak depuis 2003, prend l'eau de toutes parts sans avoir réussi à aucun moment à stabiliser la situation durablement. Et, surtout, la guerre en Syrie a sonné l'heure du réveil et de la revanche pour les Arabes sunnites d'Irak. Le tour de passe-passe imaginé par le général Petraeus, commandant des forces de la coalition américaine en

Irak, qui avait donné l'illusion d'une intégration des Arabes sunnites au système en place, moyennant d'importantes sommes d'argent, semble avoir atteint ses limites.

De plus en plus critiqué pour sa gestion autoritaire du gouvernement, Nouri al-Maliki a vu se coaliser contre lui ses anciens alliés kurdes et sadristes<sup>2</sup>, du soutien desquels sa majorité dépend. Ses ex-alliés allaient-ils lui poser la question de confiance ? Nouri al-Maliki a alors sorti son arme dissuasive: les élections anticipées. Face au risque de perdre leurs sièges, les députés frondeurs ont vite battu en retraite. Mais les divisions n'ont cessé de s'aggraver : entre Bagdad et la région autonome kurde, tentée de s'affranchir de la tutelle du gouvernement central dans l'exploitation pétrolière ; et, à nouveau, entre chiites et sunnites, ces derniers relevant la tête après des années de marginalisation politique.

L'aggravation de la crise syrienne a eu pour effet d'exacerber les tensions confessionnelles en Irak. Tandis que les partis chiites irakiens affichent un soutien non dissimulé au régime de Bachar al-Assad, le Bloc *Al-Iraqiyya* se montre solidaire de l'opposition syrienne. Le premier-ministre irakien Nouri al-Maliki a beau réaffirmer sa position en faveur d'une « solution politique à la crise en Syrie », qui l'a hébergé pendant ses années d'exil, il se retrouve d'accord avec ses concurrents chiites sadristes pour refuser toute intervention extérieure dans le pays voisin.

Nouri al-Maliki a rejeté le plan de la Ligue arabe réclamant le départ de Bachar al-Assad et réitéré son refus de toute ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie. Toutefois, le premier-ministre chiite irakien est obligé de s'incliner devant les interdictions américaines de voir l'Iran utiliser l'Irak comme tête de pont pour l'aide que Téhéran apporte au régime syrien. Dans le camp chiite irakien, les partisans de Moqtada al-Sadr et Ahmad Chalabi sont les plus engagés dans leur soutien à Damas et dans leur hostilité à l'opposition syrienne, longtemps dominée par les Frères musulmans et les groupes salafistes. A l'instar du Hezbollah libanais, la mouvance sadriste est accusée d'intervenir en Syrie par l'envoi de miliciens de l'Armée du Mahdi, venus prêter main forte à l'armée syrienne. Moqtada al-Sadr a rejeté à plusieurs reprises l'idée que certains de ses partisans soient impliqués dans les combats en Syrie, tout en reconnaissant que des membres de groupes « dissidents » pourraient y participer. Moqtada al-Sadr s'est opposé à Nasrallah, le guide du Hezbollah libanais, en refusant d'envoyer en Syrie des miliciens irakiens combattre aux côtés du régime de Bachar al-Assad. Le Hezbollah s'est en effet directement impliqué dans la guerre en Syrie en s'engageant massivement, en juin 2013, dans la bataille de Qusayr, près de Homs, ce qui a permis au régime de Damas de reprendre cette région frontalière du Liban. Moqtada s'est défendu en arguant qu'un engagement similaire du côté irakien déclencherait une nouvelle guerre confessionnelle de grande ampleur avec les sunnites en Irak.

---

<sup>2</sup> Le courant sadriste représente la première manifestation politique chiite en influence en Irak. Il est dirigé par Moqtada al-Sadr, fils survivant du meurtre de sa famille, notamment de son père l'ayatollah Muhammad Sâdeq al-Sadr, par le régime de Saddam Hussein en 1999. Il se prévaut, face aux directions chiites rentrées d'exil, d'être le représentant du chiisme de l'intérieur avec une base massive chez les plus défavorisés.

Côté sunnite irakien, seul Saleh Mutlak, vice-premier-ministre, continue à afficher son soutien à Damas. Lui-même ex-baassiste, il s'agit là sans doute d'une ultime solidarité partisane. Mais, il est la seule exception. Le Bloc *Al-Iraqiyya* soutient l'opposition syrienne et ne fait pas mystère de ses liens avec ses dirigeants, notamment les Frères musulmans parmi eux. Les contacts de Tarek al-Hachemi avec les groupes insurgés syriens sont notoires. Jusqu'où va cette solidarité sunnite? La Syrie et l'Irak ont une frontière commune d'environ 600 km de long et les autorités irakiennes ont à plusieurs reprises fait état de contrebande d'armes. Les provinces irakiennes à majorité sunnite sont justement adossées à la frontière syrienne. Pendant des années, la frontière syro-irakienne était la porte d'entrée de djihadistes étrangers venus combattre les Américains en Irak, puis les chiites. Aujourd'hui, ce sont des combattants sunnites irakiens et étrangers qui vont prêter main forte à l'insurrection syrienne depuis l'Irak.

Mais le plus spectaculaire est sans doute la reprise des attentats à grande échelle revendiqués par l'Etat islamique en Irak, se présentant alors comme la branche irakienne d'Al-Qaïda. Pèlerins chiites en route vers les villes saintes, soldats, policiers, autant de cibles désormais à nouveau régulièrement visées. Le mois de septembre 2013 a été le plus meurtrier depuis trois ans en Irak. La mise en ligne d'un message audio d'Abou Bakr al-Bagdadi, présenté alors comme le chef de la nébuleuse d'Al-Qaïda en Irak, qui figure parmi les personnes les plus recherchées du pays, est sans ambiguïté: « Nous entamons une nouvelle étape dans notre lutte, avec le lancement d'un plan nommé *Briser les murs* », y annonce-t-il. Ce nouveau plan vise principalement à obtenir la libération des membres d'Al-Qaïda emprisonnés en Irak. Al-Bagdadi annonce ainsi une chasse aux juges, procureurs et gardiens des centres d'incarcération afin de permettre l'évasion des insurgés. L'homme invite également les chefs tribaux sunnites à accorder leur soutien au mouvement djihadiste, un appui qu'ils lui avaient retiré en 2005 en se rangeant du côté de l'armée américaine et en formant les Conseils de Réveil. Cette volte-face ne leur fut jamais pardonnée par les mouvements insurgés sunnites, qui font de cette milice une cible privilégiée. Du côté des autorités, on admet un certain renforcement des moyens dont dispose Al-Qaïda en Irak. «La frontière avec la Syrie a toujours été le point de passage des insurgés sur notre territoire. Il ne fait aucun doute aujourd'hui qu'ils souhaitent semer le chaos en Irak également», explique un conseiller au gouvernement. Hoshiyar Zibari, le ministre irakien des Affaires étrangères, a abondé dans le même sens: « Nous redoutons qu'avec le chaos qui s'installe, la Syrie ne devienne une nouvelle base pour Al-Qaïda », affirmait le chef de la diplomatie irakienne en juillet 2012, à la suite de la défection de l'ambassadeur de Syrie en Irak. La présence militaire à la frontière syrienne a été renforcée par Bagdad, qui a annoncé dans la foulée sa fermeture face au flux jugé incontrôlable des réfugiés syriens – avant de revenir sur cette décision sous le feu des critiques.

## 7. La Syrie entre communautarisme et djihadisme

La rébellion syrienne a d'abord gagné la bataille des médias, faute d'avoir gagné celle sur le terrain. La seconde offensive des insurgés sur Damas, débutée le 29 novembre 2012, a échoué, comme avait échoué en juillet la première du genre. Les insurgés, en particulier *Jabhat al-Nosra* (le Front de la Victoire), ont subi de lourdes pertes. Le chef du bataillon *Tawhîd* (l'Unité) a été tué, de même qu'un important leader de *Jabhat al-Nosra* (Burgat & Paoli 2013).

Le régime de Bachar al-Assad avait eu connaissance depuis plusieurs semaines qu'une opération d'envergure se tramait, impliquant des centaines de combattants étrangers. Harasta et Douma devaient servir de base pour investir la capitale. Jaramana, dans la périphérie orientale de Damas, était encerclée par les rebelles. Les services secrets et l'armée, fidèles au régime en place, ont mis au point un plan de contre-attaque début décembre. Le régime a soudainement interrompu tout moyen de communication, rendant les insurgés aveugles et sourds. Ils ont été pris par surprise et impitoyablement dispersés. La bataille s'est terminée à Daraya, dans l'oasis de la Ghouta au sud de Damas, où des dizaines d'insurgés ont été tués. Alors que le régime était donné au bord de l'effondrement (la fermeture temporaire de l'aéroport semblait en faire foi), il a cette fois encore manifesté des ressources insoupçonnées. Le régime de Damas a fait le choix stratégique de se retirer des nombreuses positions où ses forces étaient éparpillées pour concentrer ses efforts sur la capitale et les axes routiers. Tout montre alors qu'il a les moyens de tenir Damas.

Les difficultés des insurgés ne sont pas seulement dues à la fragmentation de leurs forces sur le terrain (Filiu 2011, 170-172). Elles sont aussi le fait des différences idéologiques entre groupes et de la rivalité sans merci entre les officiers qui ont fait défection pour rejoindre les unités de l'Armée syrienne libre (ASL). Dans ce contexte, les forces djihadistes sont de plus en plus présentes sur le champ de bataille. Elles sont aussi perçues comme un recours face à la corruption et aux exactions des miliciens de l'Armée syrienne libre. Ainsi, à Alep, la population d'un quartier tenu par l'ASL a pris le risque de manifester pour demander l'aide de *Jabhat al-Nosra* contre l'ASL.

*Jabhat al-Nosra* a amené des centaines de combattants étrangers en Syrie. L'alliance entre des djihadistes étrangers et certains Syriens montre que la guerre en Syrie ne prendra pas fin avec la chute du régime de Bachar al-Assad. *Jabhat al-Nosra* utilise un vocabulaire confessionnel haineux (« l'ennemi séfévide », les Qarmates) à l'égard des non-sunnites, comme l'Etat islamique en Irak le faisait contre les chiites irakiens. Les affrontements confessionnels dépassent aujourd'hui largement le cadre de la seule Syrie: chiites et sunnites sont devenus les otages de parrains étrangers qui se font la guerre par communautés musulmanes arabes interposées.

Cependant, l'expérience montre que la présence de djihadistes étrangers ne condamne pas pour autant de façon inéluctable un pays à devenir une base pour Al-Qaïda. L'Afghanistan est le seul exemple où des islamistes locaux ont sacrifié leur Etat au service d'un projet de djihad global. Partout ailleurs, en Irak comme en Libye, les djihadistes

étrangers ont été refoulés par ceux-là même qui les avaient utilisés contre le pouvoir en place. Les partisans du djihad global peuvent s'enkyster dans des situations de crise marquées par le chaos et les confrontations confessionnelles : ils n'ont plus leur place dans un processus de reconstruction politique. Pas plus qu'en Irak, les djihadistes n'ont en Syrie de projet autre que le chaos et la terre brûlée. Leur stratégie ne s'inscrit pas dans le cadre des Etats existants. En avril 2013, *Jabhat al-Nosra* et l'Etat islamique en Irak ont annoncé leur fusion et la création de l'Etat islamique en Irak et au Levant. Même si le degré d'allégeance des djihadistes syriens envers leurs frères irakiens est sujet à caution, cette fusion illustre le retour d'Al-Qaïda dans le jeu confessionnel au Moyen-Orient.

En attendant, leur influence peut servir de thermomètre pour mesurer la gravité et l'enlèvement d'un conflit. Le consensus – assez rare pour être souligné – avec lequel toutes les tendances de l'opposition syrienne (Conseil national syrien, Coalition nationale des forces de l'opposition révolutionnaire syrienne, Frères musulmans) ont condamné la décision américaine de placer *Jabhat al-Nosra* sur la liste des organisations terroristes, illustre bien la montée en puissance des forces djihadistes sur le terrain. Cette décision a encore accru la popularité de cette organisation auprès d'une population qui voit dans la position occidentale une duplicité qu'elle dénonce depuis le début du soulèvement. En décembre 2012, la Turquie a organisé une conférence de l'opposition avec l'élection d'un énième « conseil suprême » à Antalya, mais en l'absence de *Jabhat al-Nosra* et d'*Ahrâr ash-Shâm* (les Hommes libres de la Syrie) qui sont pourtant les deux groupes à avoir gagné sur le terrain le plus d'influence.

Le 18 novembre 2012, les groupes djihadistes à Alep avaient refusé d'intégrer la nouvelle Coalition nationale des forces de l'opposition syrienne et appelé à l'instauration de l'Etat islamique. Cette « islamisation » du conflit avait également été illustrée par la décision, en août 2012, de la direction des Frères musulmans, en exil depuis 30 ans, de former ses propres bataillons combattants en Syrie, ramenant ce mouvement aux années 1970 qui devaient aboutir aux tragédies de Hama et d'Alep en 1982. Des groupes continuent alors à recevoir généreusement l'aide des Frères musulmans, à l'instar du bataillon *Al Farouq* à Homs, *Tawhîd* à Alep, de *Suqûr ash-Shâm* (les Faucons de la Syrie) dans le Jabal Zawiya (province d'Idlib) et d'*Ahrâr ash-Shâm* à Idlib. Et en septembre 2013, l'ensemble des groupes combattant au nom de l'islam ont rejeté l'autorité de toute direction basée à l'étranger, notamment celle de la Coalition nationale.

Parler de l'« islamisation » de la guerre en Syrie ne doit pas masquer des processus paradoxaux. Dans ce pays, dont la société a toujours été marquée par un conservatisme prononcé, l'islam est devenu le langage du politique et du social face à un régime autoritaire. En Orient, le confessionnalisme avance souvent masqué et n'est que l'effet secondaire de solidarités primaires, familiales, claniques et régionales. La dimension confessionnelle s'est peu à peu imposée sans qu'il soit possible de mesurer la part d'une volonté délibérée de part et d'autre de transposer les revendications citoyennes de départ vers la haine de l'Autre (exception faite des djihadistes étrangers et des quelques sectateurs syriens d'Al-

Qaïda, réputés pour leur rejet viscéral du chiisme et des alaouites). L'échec du régime de Bachar al-Assad à pérenniser un leadership religieux sunnite sous le patronage – même relativement libéral – de l'Etat est illustré par le silence du cheikh al-Bouti, prêcheur à la mosquée des Omeyyades, à la tête du département des Croyances et Religions de la Faculté de Sharî'a, à Damas, où ses lectures rassemblaient avant le soulèvement tous les vendredis des centaines de musulmans. Le cheikh al-Bouti a été tué dans un attentat-suicide le 21 mars 2013. Ce que le conflit révèle, c'est bien une dissociation de l'islam et de l'Etat, un phénomène sans précédent en Syrie. L'« islamisation » peut, de façon paradoxale pour un Occidental, être vue comme le résultat d'un processus de sécularisation où la référence à l'islam s'apparente à une idéologie de combat et à l'affirmation d'une identité, plus qu'à une spiritualité et/ou à l'adhésion à une tradition musulmane d'inspiration ottomane, aujourd'hui bien mal en point. La sécularisation du religieux n'est pas pour autant la garantie d'une démocratisation en marche, comme l'ont précédemment prouvé les guerres en Bosnie et au Liban. Une conséquence de la guerre civile en Syrie est bien la confessionnalisation des sunnites de ce pays: renonçant à leur vocation majoritaire qui légitimait leur lien multiséculaire à l'Etat, ils se considèrent désormais de façon croissante comme une communauté mise au défi de défendre ses intérêts en tant que telle. En tentant de se poser comme le seul défenseur de l'unité nationale, le dirigeant syrien entérine le fait que la société qu'il gouverne est divisée et que les affrontements communautaires s'imposent de plus en plus comme un moteur essentiel de la guerre civile en cours.

La régionalisation autour d'enjeux confessionnels du conflit en Irak, puis en Syrie, montre bien que la question de la légitimité des Etats est posée. Créations coloniales dans leurs frontières comme dans leur conception (sous la forme d'Etats-nations arabes inachevés), ils n'ont pas permis aux sociétés civiles d'échapper aux pièges du confessionnalisme. Car c'est bien aussi nécessairement dans la relation verticale entre l'Etat et les sociétés civiles que peut prendre forme un terrain propice à une démocratisation.

## **8. L'irruption fulgurante de l'Etat islamique en Irak et en Syrie**

L'année 2014 a changé la donne. En un temps record, un nouvel acteur, l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daech), s'est imposé au centre de la scène politique irakienne et syrienne. L'incroyable expansion territoriale réalisée de façon fulgurante sur un territoire à cheval sur les deux pays, l'ambition proclamée de construire un Etat par ce qui n'était qu'un groupe salafiste-djihadiste parmi d'autres, la guerre déclarée aux Etats de la région et aux puissances « mécréantes » ont vite donné au phénomène une dimension mondiale (Luizard 2015).

Raqqa et Deir ez-Zor, dans la vallée de l'Euphrate en Syrie, furent les premières à tomber entre les mains de l'Etat islamique en décembre 2013. Puis en juin 2014, Mossoul, Tikrit et la quasi-totalité du pays arabe sunnite en Irak tombent à leur tour aux mains des djihadistes qui se trouvent alors aux portes de la capitale irakienne. Le 13 juin



2014, l'ayatollah Sistani lance un appel au djihad contre l'Etat islamique. Des centaines de milliers de chiites viennent s'enrôler dans la Mobilisation populaire qui regroupe alors toutes les milices chiites. La porte est ouverte à une nouvelle phase de la guerre confessionnelle entre chiites et sunnites. En juin 2014, l'Etat islamique en Irak et au Levant se transforme en Etat islamique (donc sans frontières) et Abou Bakr al-Bagdadi se fait proclamer calife des musulmans. La guerre confessionnelle reprit de plus belle entre chiites et sunnites tandis que l'Etat islamique manifestait la plus grande barbarie envers les minorités, chrétiennes, mais surtout yézidies<sup>3</sup>, dont les femmes furent transformées en esclaves sexuelles.

Comment expliquer un tel tremblement de terre? Ceci d'autant plus que les combattants de l'Etat islamique ont conquis les territoires sous leur contrôle sans pratiquement tirer un seul coup de feu. Bien plus, une majorité des habitants de Mossoul les ont accueillis comme des « libérateurs »! C'est que les mouvements « citoyens », à la suite des Printemps arabes, qui avaient notamment mobilisé les Arabes sunnites en Irak à travers des manifestations et des sit-in pacifiques, afin de réclamer leur intégration au système politique en place, avaient échoué. La réponse du gouvernement de Bagdad à majorité chiite fut l'emploi de la force militaire la plus brutale. Comme en Syrie sur ordre de Bachar al-Assad à l'encontre des manifestations du Printemps arabe, des barils bourrés de TNT furent largués sur les rassemblements, tandis que l'artillerie lourde était utilisée pour disperser les manifestants. En quelques semaines, il semblait devenir manifeste que toute intégration des Arabes sunnites serait impossible dans le système politique en place en Irak. Soumise depuis des années à une corruption endémique et aux exactions quotidiennes des représentants de Bagdad, la population arabe sunnite d'Irak se donna alors au «diable», qui fit de la lutte contre la corruption son principal atout.

Les enjeux irakien et syrien se trouvèrent réunis de façon symbolique par l'effacement des frontières entre les deux pays. En août 2014, une vaste coalition anti-Daech réunit vingt-deux pays sous la direction des Etats-Unis et des pays occidentaux. Sans être formalisée, une autre coalition rassembla ensuite la Russie, l'Iran, le Hezbollah libanais et le régime de Bachar al-Assad. Le conflit entre sunnites et chiites devenait mondial. Les premières frappes contre des positions de l'Etat islamique débutèrent le 8 août 2014 en Irak et le 23 septembre en Syrie.

## **10. Le choix de restaurer les Etats en faillite**

Très vite, il devint manifeste qu'un choix politique était fait unissant la plupart des protagonistes voisins de l'Irak et de la Syrie et les grandes puissances : tout faire

---

<sup>3</sup> La communauté yézidie vit à cheval entre l'Irak et la Syrie. Kurdophone, elle pratique une religion syncrétique, mélange de manichéisme et de soufisme.

pour écraser militairement l'Etat islamique et restaurer les Etats en faillite dans leur souveraineté. Une répartition tacite se fit alors jour : la Russie et son allié syrien, Bachar al-Assad, se voyaient laissés les mains libres en Syrie, avec l'aide du Hezbollah libanais, tandis que la coalition dirigée par les Etats-Unis s'occupait de l'Irak, avec l'aide sur le terrain des milices chiïtes formées et armées par Téhéran. L'Iran se retrouvait donc aux avant-postes aussi bien en Irak qu'en Syrie, exacerbant la crainte du « croissant chiite » chez les sunnites de la région, majoritaires.

La reconquête des territoires perdus face à l'Etat islamique a été menée entre 2015 et 2017. Deux grandes métropoles arabes sunnites, villes qui furent le siège d'importantes dynasties musulmanes, l'ont payé au prix fort. Un déluge de bombes a en effet rayé littéralement de la carte le centre historique des deux cités. Une couverture aérienne russe systématique a permis aux troupes de Bachar al-Assad de reprendre le contrôle d'Alep en 2016. En Irak, ce sont des bombes américaines qui ouvriront la voie à une armée irakienne secondée par les milices chiïtes, d'abord à Mossoul, puis à Tikrit et Ramadi. La seule bataille de Mossoul aurait fait plus de 40 000 morts au sein de la population. Depuis 2003, des millions de Syriens et d'Irakiens ont été déplacés, soit en exil en dehors de leur pays, soit dans des camps de fortune pour ceux qui n'ont pas pu fuir. Par son ampleur et le nombre de morts, la grande discorde qui oppose chiïtes et sunnites depuis la première guerre confessionnelle en Irak dans les années 1970, semble dépasser de loin les premières *fitna* (discordes) des premiers temps de l'islam (Luizard 2017).

La défaite militaire de l'Etat islamique ne signifie pas sa disparition. En effet, aucune des causes à l'origine de son succès n'a disparu. Le nouveau premier ministre irakien chiïte, Haydar al-Abadi (nommé en 2014 à la place de Nouri al-Maliki), n'a pas été capable de capitaliser le mérite de la reconquête sur l'Etat islamique qu'il s'était attribué. Les élections législatives de mai 2018, boycottées par l'immense majorité des Irakiens, ont donné la première place à une coalition inédite entre le courant sadriste et le Parti communiste au nom des réformes prônées pour remédier à la faillite de l'Etat. En effet, à peine Daech rejeté dans les zones désertiques et frontalières, la société civile chiïte se manifesta avec puissance pour dénoncer l'absence de services publics.

## **11. Confessionnalisme, corruption et système milicien**

C'est ce triptyque infernal que rejettent avec la force du désespoir les sociétés civiles qui se manifestent massivement depuis 2015 à Beyrouth comme à Bagdad ou à Bassora. Non-ramassage des ordures à Beyrouth, pénurie d'électricité à Bagdad, pénurie d'eau potable à Bassora... la liste est longue des manquements (le mot est faible) d'Etats corrompus et empêchés de se réformer par la faute d'un système politique confessionnel, avoué ou non, qui interdit toute citoyenneté et asphyxie tout espace public. Les manifestants ont bien identifié ce lien entre confessionnalisme, corruption et système milicien à travers les mots d'ordre les plus repris. Le rejet de la classe politique en Irak a

atteint des sommets. Les partis religieux chiites y occupent une place prépondérante et ce rejet pose un grand point d'interrogation sur l'avenir des relations entre les chiites et la religion. Car le sauve-qui-peut général ne saurait tromper. L'ayatollah Sistani avait bien adoubé le système politique mis en place à travers la Constitution de 2005 et il ne peut se dédouaner du fiasco actuel en pointant du doigt les seuls partis religieux au pouvoir. « Sauver la religion de la politique »... comme en Iran, et pour des raisons différentes, l'idée fait son chemin en Irak. Un chemin semé d'embûches dont la moindre n'est pas le sort de la communauté arabe sunnite, temporairement vaincue en Irak comme en Syrie.

### Literature

- Bozarslan H. 2011. *Sociologie politique du Moyen-Orient*. Paris: La Découverte.
- Burgat F. & Paoli B. (dir.) 2013. *Pas de printemps pour la Syrie*. Paris: La Découverte.
- Dupret B. & Ghazzal Z. 2007. *Syrie au Présent: Reflets d'une société*. Paris: Sindbad.
- Filiu J.-P. 2011. *La Révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique*. Paris: Fayard.
- Luizard P.-J. 2004. *La question irakienne*. Paris: Fayard.
- Luizard P.-J. 2017. *Le piège Daech, l'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*. Paris: La Découverte.
- Luizard P.-J. 2017. *Chiites-sunnites, la grande discorde en 100 questions*. Paris: Tallendier.
- Pierret T. 2011. *Baas et Islam en Syrie*. Paris: PUF.
- Seurat M. 2012. Préface de G. Kepel, *Syrie, l'Etat de barbarie*. Paris: PUF.

Pierre-Jean Luizard (Paris)

### **Conflicts and Religions: The Case of Syria and Iraq**

**Abstract:** Religion is at the heart of the lacerating conflicts in Iraq and Syria today. In both countries the matter at hand is the fracture between the two main branches of Islam. This fracture escalated into a religious war after the Arab Springs in 2011, even though the violent conflict between Shia and Sunni started in Iraq in 2003, after the American invasion of the ancient Mesopotamia. The reason for both the foreign occupation and the insurrection of the civil society leading to the same chaos is that, in both countries, the State does not raise enough legitimacy to open a public space able to welcome a unitary citizenship. Such a phenomenon calls back to the history of the two states and at the British (Iraq) and French (Syria) establishing mandates of the two institutions, which never succeeded in imposing their legitimacy for most people (Shia in Iraq and Sunni in Syria), left out of the ruling bodies for a long time. The Shia-Kurdish combination, which is the leading force in Iraq since 2003, conducted to the refusal of the Arab Sunni minority to live marginalized and powerless.

**Keywords:** religion; Shiites; Sunnis; Iraq; Syria; conflict.

*Ethics in Progress* (ISSN 2084-9257). Vol. 10 (2019). No. 1, Art. #8, pp. 94-111.

Creative Commons BY-SA 4.0

Doi:10.14746/eip.2019.1.8